

Réseau international sur la politique culturelle (RIPC)

**Inventaire
des enjeux et des possibilités
de la diversité culturelle**

Rédigé par Greg Baeker, Ph.D.
Directeur,
ACP: Cultural Research and Consulting

Mai 2000

Table des matières

SOMMAIRE	1
1.0 MÉTHODE	3
2.0 RÉSULTATS DU SONDAGE	4
2.1 PRINCIPAUX ENJEUX	4
2.2 PRINCIPALES POSSIBILITÉS	5
2.3 PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE DE DIVERSITÉ CULTURELLE	5
2.4 PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE CULTURELLE	6
2.5 CHANGEMENT DU RÔLE DE L'ÉTAT ET PRINCIPALES QUESTIONS SECTORIELLES	7
2.6 INSTRUMENTS DE POLITIQUE	8
3.0 THÈMES RÉCURRENTS	9
3.1 CLARIFICATION DES HYPOTHÈSES SUR LESQUELLES REPOSE LA POLITIQUE CULTURELLE	9
3.2 MISE À PROFIT DE L'EXPÉRIENCE INTERNATIONALE POUR LES INITIATIVES LOCALES	11
3.3 DIVERSIFICATION DES INSTITUTIONS	12
3.4 TIRER LE MAXIMUM DES POSSIBILITÉS OFFERTES PAR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES	13
3.5 DIVERSITÉ LINGUISTIQUE	13
3.6 DIFFÉRENCES NORD-SUD	14
4.0 PROCHAINES ÉTAPES	15
ANNEXE A – RÉSUMÉ DES RÉPONSES	17
ANNEXE B S RÉPERTOIRE DES ENJEUX ET DES POSSIBILITÉS SUR LA DIVERSITÉ CULTURELLE	30

SOMMAIRE

Lors de la deuxième rencontre informelle des membres du Réseau international sur la politique culturelle (RIPC) en septembre 1999, à Oaxaca (Mexique), les ministres ont convenu, sur la proposition du Canada, d'entreprendre des travaux spécialisés sur la diversité culturelle et la mondialisation. Le but est de fournir aux membres du Réseau des idées précises et des propositions concrètes quant à la manière de faire progresser leurs politiques culturelles, à l'échelle tant nationale qu'internationale.

Il importait d'abord de faire enquête auprès des membres du Réseau pour savoir quels étaient en gros les enjeux et les possibilités dans leurs pays respectifs. Il ne s'agissait pas d'examiner en détail un secteur en particulier, mais plutôt de faire un survol rapide des questions qui se posaient dans chaque pays afin de définir les aspects sur lesquels il faudrait faire porter en priorité notre examen et nos actions.

Un projet de sondage a été élaboré de concert avec le Bureau de liaison du Réseau. Il a été distribué aux membres du groupe de travail, qui l'ont examiné à leur réunion en décembre 1999, à Ottawa. La version définitive du sondage se trouve à l'annexe A. Elle a été distribuée à tous les membres du Réseau en janvier 2000. Onze (11) pays ont répondu : le Canada, la Croatie, la Grèce, le Guyana, l'Islande, la Norvège, Sainte-Lucie, le Sénégal, l'Afrique du Sud, la Suède et la Suisse.

Réponses au sondage

Le thème dominant dans les réponses était l'impact de la diversité culturelle et de la mondialisation sur l'évolution des rapports entre les identités et les formes d'association locales (ou infranationales), nationales et internationales. L'association locale ou infranationale a été définie géographiquement, et comme un ensemble d'intérêts « locaux » fondés sur des différences ethnoraciales, culturelles ou autres.

Le défi exprimé de façon simple par beaucoup de pays était de reconnaître la diversité et de protéger les intérêts et les droits des minorités¹ – les droits humains et civils fondamentaux ainsi que les droits linguistiques et culturels – tout en maintenant un niveau essentiel d'identité commune, de cohésion sociale et de solidarité nationale dans le contexte de la mondialisation.

Dans la plupart des pays, ces tensions ne sont aucunement nouvelles. Cependant, il est plus difficile que jamais de préserver le nécessaire équilibre entre ces deux pôles en raison de deux aspects fondamentaux de la mondialisation – la circulation transnationale accrue des personnes, et une économie mondiale de concentration qui s'accompagne d'une transmission de l'information par les médias à l'échelle planétaire.

¹ Dans le cas de l'Afrique du Sud, ce ne sont pas les droits de la minorité qui sont en cause, mais bien ceux de la majorité.

L'immigration accrue a entraîné des niveaux de diversité sans précédent avec lesquels les pays s'efforcent de composer dans tous les domaines de la vie nationale, dont le développement culturel. À cette tendance s'oppose l'effet homogénéisant des nouvelles technologies et l'invasion de produits culturels étrangers, qui exercent un puissant attrait, particulièrement sur les jeunes. Dans certains pays, l'urbanisation rapide contribue à cette homogénéisation.

Autrement dit, la diversité culturelle et la mondialisation « fracturent » les pays : « au-dessus », les formes transnationales croissantes d'identité et d'association, et, « au-dessous », les formes locales ou infranationales d'identité. Les répondants ont parlé de la nécessité d'avoir des politiques culturelles qui définissent et appuient de nouvelles formes d'identité et d'appartenance dans des sociétés diverses, et de revoir le rôle des gouvernements nationaux pour qu'ils concilient plus efficacement le développement local et le développement mondial.

Plusieurs pays ont souligné les implications de ces enjeux pour ce qui est du rééquilibrage des pouvoirs et des responsabilités aux différents paliers de gouvernement. La situation de départ n'est pas la même dans les divers pays faisant partie du Réseau. En Suisse, par exemple, où les pouvoirs et les responsabilités sont fortement décentralisés et attribués en grande partie aux villes et aux cantons, le défi consiste à mettre à profit les forces locales tout en se gardant une « liberté d'action pour la politique culturelle nationale ».

Pour le Sénégal, le défi réside, au contraire, dans « l'importance d'affirmer la personnalité culturelle de chacune des dix régions du pays, la création de liens locaux de solidarité ». Le Canada se situe à mi-chemin entre la Suisse et le Sénégal dans ses efforts pour répartir et coordonner les responsabilités entre les niveaux de pouvoir local, provincial et fédéral.

La Norvège a parlé des défis que doit relever l'État-nation dans le contexte des technologies et des réseaux qui « éliminent les frontières, nous relient étroitement les uns aux autres et nous forcent à aller plus vite, à comprimer, à télécharger, à fusionner et à rationaliser ». Bien qu'il semble acquis que les États-nations ont de moins en moins d'influence, la Norvège pense que le besoin de nouveaux systèmes de gouvernement mondial peut, en réalité, accroître le rôle de la nation : « (La nation) demeure l'unité politique de base. Même si les gouvernements ont délégué certains pouvoirs aux institutions gouvernementales internationales, la responsabilité politique est encore exercée par l'entremise des élections et des parlements nationaux – et rares sont ceux qui souhaitent que cela change. »

Le RIPIC est l'un des mécanismes qui ont été institués pour façonner ces nouveaux instruments de gouvernement mondial tout en préservant la liberté des nations d'appliquer des politiques nationales quand elles jugent que c'est dans leur intérêt.

1.0 Méthode

Les réponses ont d'abord été analysées en fonction des questions de base contenues dans le sondage. Les résultats sont présentés au chapitre 2.0; on y a dégagé les principaux thèmes et les priorités. L'annexe B renferme une synthèse des sujets abordés par chaque répondant, y compris des extraits notables de réponses.

Un certain nombre de thèmes revenaient dans les réponses. Ils pourront servir à établir un programme pour les travaux futurs en matière de diversité culturelle et de mondialisation. Voici quels sont ces thèmes récurrents, qui sont exposés au chapitre 3.0 :

Clarification des hypothèses sur lesquelles repose la politique culturelle
Mise à profit de l'expérience internationale pour les initiatives locales
Diversification des institutions
Tirer le maximum des possibilités offertes par les nouvelles technologies
Diversité linguistique
Différences Nord-Sud

Au chapitre 4.0, on verra quelles pourraient être les prochaines étapes des travaux du RIPC sur la diversité culturelle et la mondialisation.

2.0 Résultats du sondage

2.1 Principaux enjeux

Économiques et technologiques

Presque tous les pays ont signalé le paradoxe de la technologie en ce qui touche la diversité culturelle et la mondialisation. D'une part, l'invasion de produits culturels étrangers et la libre circulation de l'information et des images à l'échelle planétaire menacent les traditions, valeurs culturelles et modes de vie indigènes, ainsi que les diverses formes d'expression et de production culturelles qui reflètent ces liens sociaux plus larges. L'érosion des langues nationales (ou infranationales), qui sont un élément fondamental de l'identité, constitue la menace la plus sérieuse selon de nombreux répondants. D'autre part, les possibilités d'exprimer et de faire connaître ces différentes traditions grâce à ces mêmes technologies, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, sont immenses (voir la section sur les possibilités ci-après).

Plus concrètement, les répondants craignaient que la concentration de la propriété des médias et le pouvoir croissant des médias étrangers dans beaucoup de pays aient pour effet de transformer les ressources culturelles en des produits de consommation et d'empêcher le pays de bénéficier des retombées culturelles et économiques. Parmi les autres préoccupations récurrentes ayant trait à la technologie, mentionnons l'incapacité d'empêcher la circulation sur Internet d'informations négatives ou préjudiciables (brutalités sexuelles et violence envers les enfants) et la capacité moindre des États de protéger les droits de propriété intellectuelle.

Le problème se pose de façon encore plus aiguë dans des pays comme le Guyana, Sainte-Lucie, le Sénégal et l'Afrique du Sud, où l'infrastructure technologique est peu développée, voire carrément inexistante, et où les connaissances technologiques sont nettement moins avancées que dans les pays développés du Nord. Toutefois, ces derniers s'inquiètent sérieusement aussi de l'écart grandissant qui existe entre « les nantis et les démunis dans le cyberspace ».

Sociaux et culturels

Il a principalement été question dans cette section des changements démographiques spectaculaires. Ainsi, de nombreux pays estimaient qu'il était urgent de s'occuper des problèmes de xénophobie et de discrimination qu'engendre un accroissement de la diversité ethnoraciale. D'autres changements démographiques causent aussi des difficultés. Plusieurs pays trouvaient préoccupants la baisse du taux de natalité et le vieillissement de la population de même que des différences marquées de valeurs et d'opinions entre les générations.

Plusieurs pays se sont dits inquiets des disparités grandissantes et des nouveaux clivages sociaux qui existent entre « les nantis et les démunis », en ce qui concerne notamment le revenu, l'accès à de bons emplois de même que l'accès à la technologie et au savoir technologique.

2.2 Principales possibilités

Économiques et technologiques

Le principal sujet abordé a été l'envers des menaces ou des difficultés que comporte la technologie.

Les nouvelles technologies, comme les supports numériques et l'Internet, sont des outils révolutionnaires qui permettent de créer et de diffuser des ressources culturelles beaucoup plus diversifiées, pour des publics beaucoup plus vastes – à l'échelle tant nationale qu'internationale. Et ce, sur plusieurs plans : *artistique* – outils de création plus accessibles aux artistes et aux institutions ou entreprises culturelles, à toutes les échelles; nouveaux canaux de distribution capables d'atteindre des marchés divers (diasporiques ou à créneaux), au niveau national et international; *économique* – source de nouveaux emplois ou de création de la richesse dans une économie du savoir en voie d'expansion; *culturel* – plus grand choix de produits culturels pour les citoyens et nouveaux moyens d'augmenter et de diffuser l'information sur le patrimoine culturel, y compris les riches traditions folkloriques; *diplomatique* – moyens de bâtir le profil (« l'image de marque ») des pays à l'étranger.

Les nouvelles technologies offrent en outre la possibilité d'étendre les réseaux et les échanges au sein d'un large éventail d'activités et d'institutions médiatiques ou culturelles, encore une fois à l'échelle nationale et internationale.

Sociales et culturelles

La technologie était considérée comme une voie d'accès au monde : « des avenues révolutionnaires [de créativité et d'échange] pour le savoir et la science, les arts et les relations humaines ... transcendant les frontières nationales. » (Islande)

Diversité culturelle

D'après les réponses au sondage, la notion de « diversité culturelle » est comprise de bien des façons. Dans certains pays, elle est associée à la nécessité de reconnaître l'importance des *collectivités locales* diverses, dont les traditions ne peuvent être écrasées par la culture nationale ou internationale. Dans presque tous les pays, la diversité culturelle est associée à l'accroissement de la *diversité ethnoraciale* découlant de l'augmentation du nombre d'immigrants. Un certain nombre de pays ont placé la protection de la *diversité linguistique* au cœur de leur programme d'action au chapitre de la diversité culturelle. La culture de divers

groupes d'intérêt, dont les *féministes, les gais et lesbiennes et les jeunes*, constituait encore une autre forme de diversité.

La Norvège a évoqué l'importance de la *diversité générationnelle* : « [La génération d'âge mûr] définit encore son identité par opposition à tout ce qui est différent, à tout ce qui est « étranger ». Les jeunes, par contre, sont plus portés à se définir en interaction avec les « autres ». Les clivages classiques – Nord-Sud, Est-Ouest, centre et périphérie – sont remis en cause. »

Un certain nombre de pays ont abordé ce thème, soulignant l'importance d'avoir des politiques et des méthodes d'action qui reconnaissent et valorisent les groupes culturellement différents (*multiculturalisme*) tout en favorisant l'interaction entre ces groupes (*interculturalisme*).

2.4 Principales préoccupations en matière de politique culturelle

Les points soulevés dans les réponses se divisaient en deux catégories : ceux ayant trait aux *buts* de la politique culturelle dans le contexte de la diversité culturelle et de la mondialisation, et ceux se rapportant aux *moyens* nécessaires pour relever les défis engendrés par ce nouvel environnement.

Nouveaux buts

Les deux piliers de la politique culturelle du Sénégal, à savoir les « profondes racines » et l'« ouverture », symbolisent l'équilibre que la plupart des pays cherchent à atteindre. On tente de concilier le respect et le soutien de coutumes culturelles anciennes ou profondément enracinées, localement ou dans l'ensemble du pays, avec l'ouverture aux nouveaux groupes culturels et aux nouvelles traditions venant de l'extérieur du pays. Ces thèmes non plus ne sont pas nouveaux dans le domaine de la politique culturelle. Ce n'est pas d'hier qu'on entend parler de l'importance d'harmoniser le passé (tradition et mémoire) et le futur (innovation et créativité), et, parallèlement, de concilier les racines ou la « loyauté envers soi-même » avec l'ouverture à l'« autre ». Encore une fois, les pays ont dit que l'équilibre entre ces facteurs dynamiques de la politique culturelle était plus difficile à atteindre à cause de ces deux forces que sont la diversité culturelle et la mondialisation.

Nouveaux moyens

Les répondants étaient généralement d'avis que le développement culturel ne pouvait venir d'en haut, mais devait plutôt se faire en fonction des situations et des besoins locaux. Toutefois, presque tous les pays ont également souligné le besoin d'une vision et d'instruments nationaux en matière de politique culturelle (notamment des institutions nationales), qui vont dans le sens des efforts déployés localement tout en protégeant et en faisant progresser les intérêts culturels nationaux et internationaux. Divers pays faisant partie du Réseau, où les rapports entre les forces locales et nationales diffèrent, peuvent faire profiter les autres de leurs conseils pratiques

et de leur expérience pour ce qui est de renforcer ces liens et ces interdépendances entre les niveaux local ou infranational, national et international.

Les répondants étaient nombreux à appuyer l'idée de créer un nouvel instrument international sur la diversité culturelle qui établirait des règles de base claires permettant aux pays de conserver des politiques qui favorisent l'essor de leur culture et garantissent la diversité culturelle, tout en respectant les règles régissant le commerce international et en s'assurant des marchés d'exportations culturelles. C'est là un exemple concret des nouveaux instruments de politique transnationaux devenus nécessaires dans un environnement mondial toujours plus compétitif.

Un autre sujet qui est revenu souvent dans cette section du sondage est le besoin de *transformer les institutions culturelles afin qu'elles reflètent mieux la diversité*. Un grand nombre des institutions culturelles établies sont liées aux formes traditionnelles de patrimoine et d'expression culturels (européennes classiques) qui ne sont plus représentatives de la population. Les répondants voyaient la nécessité de changer les organismes existants et d'élaborer des stratégies pour appuyer la création d'institutions et d'entreprises qui tiennent compte des nouveaux intérêts et besoins dans le domaine culturel.

Plusieurs pays se sont dits inquiets que les politiques culturelles continuent de se préoccuper des institutions et des pratiques culturelles traditionnelles au détriment de nouvelles formes d'expression, comme les supports numériques, qui sont beaucoup plus en mesure de tenir compte des intérêts culturels divers. On aurait parfois tendance à compter sur le secteur privé pour financer ces nouveaux moyens d'expression.

En ce qui a trait à l'infrastructure culturelle, le Nord et le Sud font face à des défis fondamentalement différents. Les pays du Sud n'en sont qu'à l'étape de *l'établissement* d'une infrastructure culturelle et médiatique de base. Dans le Nord, il s'agit davantage de réformer l'infrastructure actuelle pour qu'elle soit à l'image d'une population radicalement différente, et pour diversifier la base de financement étant donné la réduction des subventions gouvernementales.

Ce dernier point est lié à une autre question fréquemment soulevée dans cette section, à savoir la nécessité d'établir de nouveaux *partenariats et alliances avec le secteur privé*. De manière plus générale, cela veut dire chercher de nouveaux modèles et instruments de politique basés sur un rééquilibrage des responsabilités et des intérêts entre les secteurs public, privé et communautaire.

Enfin, plusieurs pays demandaient le remplacement des politiques culturelles traditionnelles qui sont axées sur une discipline en particulier par des politiques plus globales visant à renforcer les liens et la synergie entre les différents types d'activités culturelles.

2.5 Changement du rôle de l'État et principales questions sectorielles

Les pays ont dit qu'ils devaient faire face à des attentes et à des défis de plus en plus grands dans le domaine de la politique culturelle, alors qu'on reconnaît les limites du « paradigme de l'État omniprésent » (Afrique du Sud) qui est interventionniste (réglementation et dépenses). La Norvège a signalé que « la prise de conscience grandissante des « limites du Trésor public » a entraîné la privatisation accrue de la culture dans certains secteurs ». La capacité des gouvernements de réglementer les activités et de « structurer » le changement dans les industries culturelles est également réduite par les technologies, qui ont un effet de mondialisation, et par la libre circulation de l'information et des produits culturels.

Ces limites ne signifient pas que l'État n'a plus de rôle à jouer. De l'avis du Canada, le rôle de l'État devient encore plus important, en réalité. Cela ne veut pas dire pour autant que, dans tous les pays, on reconnaît la nécessité que le gouvernement trouve des façons plus efficaces d'utiliser les ressources et les énergies tant du secteur privé que de la société civile pour atteindre les objectifs de la politique culturelle.

La Suède a parlé de l'importance de voir une politique comme un moyen d'échanger des vues, d'agir et de se concerter pour régler les problèmes. Cette manière de voir les politiques cadre avec les modèles d'apprentissage social de la planification communautaire suivant lesquels les discussions sur les politiques sont des outils cognitifs aidant le public à approfondir son jugement ainsi que des moyens d'en arriver à des décisions publiques.

En ce qui touche les questions qui se posent dans des secteurs culturels donnés – radiodiffusion, nouveaux médias, musées et archives, arts de la scène, etc. – les pays ont signalé beaucoup de points et d'enjeux semblables. La plupart de ces derniers témoignaient d'un intérêt pour les traditions et les formes d'expression culturelles tant populaires qu'« élitaires ».

De nombreux répondants ont abordé la question du travail des musées, des archives et des bibliothèques. Ils souhaitaient que ceux-ci collaborent davantage dans leur réforme des collections et programmes en vue de répondre aux besoins d'une population de plus en plus diverse, et dans leurs efforts visant à exploiter les possibilités des nouvelles technologies de l'information pour satisfaire ces besoins.

2.6 Instruments de politique

Les pays ont mentionné divers instruments de politique ou mesures qui peuvent être rangés dans trois catégories :

- *subventions* (programmes de financement pour les artistes/créateurs et les institutions culturelles);
- *mesures réglementaires* (protection constitutionnelle de la diversité culturelle, linguistique et religieuse, droit d'auteur/propriété intellectuelle, contenu des médias, protection du patrimoine culturel, incitatifs fiscaux pour encourager des projets du secteur privé);

- *autres* (conventions internationales, projet de réseau de centres culturels régionaux).

3.0 Thèmes récurrents

Des réponses ont émergé certains thèmes qui peuvent fournir un programme pour les travaux futurs :

Clarification des hypothèses sur lesquelles repose la politique culturelle

Mise à profit de l'expérience internationale pour les initiatives locales

Diversification des institutions

Tirer le maximum des possibilités offertes par les nouvelles technologies

Diversité linguistique

Différences Nord-Sud

Les travaux actuels du Réseau sur le nouvel instrument sur la diversité culturelle et la mondialisation appuient bon nombre des thèmes abordés, mais ne feront pas ici l'objet d'une attention particulière.

3.1 Clarification des hypothèses sur lesquelles repose la politique culturelle

La complexité des enjeux, d'un point de vue aussi bien conceptuel que politique ou instrumental, est l'un des points clés ressortant du sondage. Afin de mieux comprendre les options s'offrant pour la politique culturelle dans le contexte de la diversité culturelle et de la mondialisation, un « décorticage » plus critique des concepts est nécessaire.

Diversité culturelle

La diversité culturelle a été un thème saillant de la politique culturelle pendant plusieurs années. *Notre diversité créatrice : Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement* (UNESCO, 1995), *In From the Margins* (Conseil de l'Europe, 1997) et *The Power of Culture : Rapport final de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement* (UNESCO, 1998) comptent parmi les rapports les plus marquants qui désignent la diversité culturelle comme un élément essentiel pour l'avenir des politiques culturelles et leur élaboration.

En général, ces rapports établissent un lien entre la diversité et les programmes sociaux, culturels et politiques jugés positifs, en supposant qu'il s'agit là d'objectifs réalisables et enrichissants pour tous. Plus concrètement, la diversité est perçue comme :

- un moyen de parvenir à une cohésion sociale – un moyen à la fois de célébrer les différentes identités et de forger un nouveau sentiment d'appartenance dans les sociétés où coexistent des cultures diverses;
- un point clé des programmes de démocratie culturelle;
- un moyen d'enrichir les ressources et le capital culturels de l'économie du savoir et des industries culturelles;
- un moyen nécessaire de vaincre l'exclusion sociale;
- une aide, un aiguillon, au développement culturel durable et à la prospérité économique.

Ces perceptions demandent à être examinées d'un œil critique – d'un point de vue conceptuel aussi bien qu'empirique – si l'on veut pouvoir les considérer comme des fondements crédibles de politiques culturelles répondant à la diversité.

Il est avant tout nécessaire de distinguer deux aspects de la diversité culturelle : la *diversité culturelle du point de vue national* (référence aux différentes cultures coexistant dans un même pays) et la *diversité culturelle du point de vue mondial* (référence aux cultures des différents pays). Les réponses de tous les pays ont reflété leurs préoccupations à l'égard de ces deux aspects. L'interaction entre ceux-ci n'est toutefois pas claire ou sans ambiguïté. D'une part, la reconnaissance et l'affirmation de la diversité à l'échelle nationale contribuent à la diversité du point de vue mondial en ne catégorisant pas les gens selon des définitions étroites de nations et d'identité nationale. Cela ouvre en outre la voie au dialogue et aux échanges entre les cultures. D'autre part, cette diversité au sein d'une même société peut soulever ou exacerber des problèmes d'injustice systémique et miner des assises fondamentales de la cohésion sociale. Elle peut également affaiblir la voix et la présence d'une nation sur la scène mondiale.

Ce qui vient encore compliquer les choses est la notion d'« hybridité » que les analystes de la diversité emploient de plus en plus pour évoquer un regroupement d'identités multiples. Selon ce point de vue, l'existence de « collectivités » sans frontières, à la définition mouvante, rend impossible une catégorisation administrative selon des cadres absolus ou étanches. Certains ont commencé à parler de perspective « post-multiculturelle » – l'émergence d'identités multicouches, l'évolution des cultures centrales, les liens intra- et transnationaux, le recours à l'autoroute de l'information pour forger de nouvelles solidarités et l'existence de collectivités dynamiques nationales au sein d'un environnement mondialisé.

Ces mêmes observateurs mettent toutefois en garde contre le risque que ces nouvelles perspectives ne détournent l'attention de la xénophobie et des structures systémiques de la discrimination et de l'inégalité fondées sur la différence. Nombre de ces analystes se montrent critiques à l'égard des vagues engagements d'« unité par la diversité » qui, disent-ils, peuvent autant *dissimuler* les problèmes que contribuer à les résoudre.

Mondialisation

La mondialisation, censée favoriser à la fois l'homogénéisation *et* la diversité, est un concept difficile à comprendre.

Tous les pays se sont montrés préoccupés de ce que la circulation accrue de capital dans le monde, combinée à la libre circulation des produits culturels, constituerait une menace pour la culture dans son sens plus large – partage d'ensembles de croyances et de modes de vie – et pour la culture dans son sens plus restrictif – formes spécifiques d'expression créatrice représentant ces grands liens. Mais les mêmes tendances ont été identifiées comme des possibilités pour les pays d'exploiter et de partager diverses traditions culturelles à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières.

Il ne fait aucun doute que la diversité culturelle et la mondialisation mettent en question bon nombre de principes fondamentaux de la politique culturelle, les revendications des nations et le nationalisme s'opposant notamment aux demandes des collectivités autochtones et des diasporas quant à leur différence. Ces tensions sont importantes et difficiles à résoudre. Les traditions historiques, territoriales et linguistiques de longue date des nations doivent maintenant être réconciliées avec les plus récentes revendications sur l'identité et l'appartenance.

Il est clair que la politique culturelle de tous les pays doit s'éloigner du nationalisme étroit du passé. Les nouveaux modèles ne sont toutefois pas encore clairement définis.

3.2 Mise à profit de l'expérience internationale pour les initiatives locales

Le RIPC se voue à renforcer les liens et la collaboration entre les États par la mise en commun de leurs intérêts mutuels et à faire émerger des idées et des propositions concrètes quant aux moyens de faire progresser les politiques culturelles sur les plans tant national qu'international.

Une bonne partie du travail accompli jusqu'ici par le Réseau a été axée sur la collaboration internationale, en raison notamment des pressions liées au domaine des produits et services culturels. Il ressort du sondage que le RIPC devrait également aider ses membres à mettre en commun leurs idées et stratégies concrètes quant aux moyens de favoriser le développement culturel local (ou infranational), et que ces stratégies devraient être conformes aux nouvelles définitions de l'identité et de l'appartenance. En raison de l'accent mis sur le développement local, il devient d'autant plus important que le RIPC travaille en étroite collaboration avec la Coalition mondiale pour la diversité culturelle pour mettre en liaison les ONG au niveau local.

Les États sont de nouveau incités à décentraliser une plus grande part de leurs responsabilités en matière de politiques culturelles par un transfert des pouvoirs, des ressources et des fonctions stratégiques. Cependant, il n'existe pas de formule toute faite dictant l'équilibre à maintenir entre centralisation et décentralisation. Les arguments à l'appui de la décentralisation s'articulent autour de la nécessité d'une plus grande sensibilité à la diversité locale et d'une plus grande capacité de répondre aux besoins changeants de la collectivité. Les modèles politiques plus centralisés, soutiennent certains, n'engendrent ni la multiplicité des solutions, ni la volonté

politique locale qui sont requises pour répondre adéquatement à des problèmes communautaires complexes.

Mais on peut également avancer des arguments à l'encontre de la décentralisation. Des pouvoirs décentralisés peuvent avoir pour effet d'augmenter l'inégalité entre les collectivités et d'accroître le pouvoir des élites locales, jusqu'à être plus exploités qu'un gouvernement central; ils peuvent aussi se traduire par une réduction des sommes si indispensables versées par le gouvernement central. Des pouvoirs centralisés peuvent par ailleurs permettre l'atteinte de meilleurs résultats dans des domaines tels que la technologie, par exemple, où des normes cohérentes sont essentielles.

Les pays membres du Réseau peuvent mettre en commun l'expérience qu'ils ont acquise dans leurs efforts pour trouver ce juste équilibre.

Pour ce qui du renforcement des initiatives locales en matière de développement culturel, l'une des ressources que le RIPC pourrait explorer de manière plus poussée est l'expérience accumulée sur le plan des *approches fondées sur la planification culturelle*. Contrairement aux politiques culturelles traditionnelles qui continuent d'être dominées par des définitions « esthétiques » de la culture, souvent dérivées des traditions européennes de culture savante, la planification culturelle se fonde sur une définition plus vaste de ce que sont les ressources culturelles. Ces dernières, selon une définition illustrant bien cet élargissement de perspective, englobent :

- les arts, les médias et le patrimoine;
- les cultures des jeunes, des groupes ethnoraciaux et d'autres collectivités partageant des intérêts communs;
- les traditions locales, y compris l'archéologie, les dialectes et les rituels locaux;
- les perceptions locales et externes relatives à un lieu, telles qu'elles s'expriment dans les blagues, les chansons, la littérature, les mythes, les guides touristiques, la couverture médiatique et la sagesse populaire;
- la topographie et les qualités du milieu naturel et du cadre bâti, y compris les espaces publics;
- la diversité et la qualité des installations de loisirs, des équipements culturels, des débits de boisson, des restaurants et des salles de spectacles;
- la gamme des produits et des métiers locaux, dans l'artisanat, les industries manufacturières et les services (Bianchini et Santacatterina, 1997).

La planification culturelle ne rejette pas « les arts » ou les définitions esthétiques de la culture; elle envisage plutôt ces formes d'expression comme une dimension – indispensable – d'un domaine de planification et de politique plus large; l'ancien paradigme se voit non pas rejeté, mais enchâssé dans un cadre de compréhension et d'action plus vaste.

Le deuxième avantage de la planification culturelle est l'adoption d'une orientation *territoriale*

plutôt que sectorielle, cette dernière ayant dominé jusqu'ici la plupart des discours sur les arts et les politiques culturelles. Encore une fois, la planification culturelle n'abandonne pas l'approche sectorielle, mais intègre les préoccupations sectorielles à des stratégies de développement urbain plus globales.

De nombreux pays, dont l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont acquis dans ce domaine une expérience considérable dont ils peuvent faire profiter d'autres États.

3.3 Diversification des institutions

L'un des problèmes réels auxquels on se heurte lorsqu'il s'agit d'élaborer des politiques culturelles en réponse à la diversité ne concerne peut-être pas tant l'inclusion de différentes traditions culturelles que *la capacité des anciennes structures à changer*. La façon dont sont gérées les organisations – sur les plans des programmes, de l'emploi, du marketing – peut-elle évoluer? Les principales institutions culturelles et structures de gestion peuvent-elles répondre aux répercussions des changements démographiques et être en mesure de servir une population plus hétérogène?

Pour pouvoir ménager une place plus importante à la diversité au sein des institutions, il convient :

- de se demander dans quelle mesure les représentants de minorités prennent part aux processus administratifs et décisionnels, et d'examiner la forme de leur participation;
- d'examiner les mécanismes et la structure budgétaires et l'équité de la distribution des fonds;
- de réaliser une analyse plus poussée de l'accès des différents groupes ethnoraciaux à ces institutions et de leur participation, en examinant notamment dans quelle mesure les différents groupes cibles ont été atteints compte tenu de la répartition des fonds publics.

3.4 Tirer le maximum des possibilités offertes par les nouvelles technologies

Presque tous les pays ont parlé des possibilités offertes par les nouvelles technologies pour l'échange et la diffusion des différentes formes d'expressions culturelles, afin de rendre ces ressources culturelles plus viables du point de vue financier.

Ces possibilités sont la source d'un autre paradoxe auquel sont confrontés de nombreux pays dans le contexte de la diversification culturelle et de la mondialisation. D'une part, on souhaite à tout prix éviter la « marchandisation » de la culture en s'opposant à l'idée que la culture n'est qu'un produit ou un service parmi d'autres dans une économie de marché. D'autre part, on désire ardemment tirer profit du potentiel technologique et des forces du marché pour soutenir des industries culturelles viables exprimant des cultures variées.

3.5 Diversité linguistique

La menace que constituent, pour la diversité linguistique, la mondialisation des tendances et la dominance croissante de l'anglais (en particulier) dans les communications électroniques est une question qui se situe au cœur des préoccupations de nombreux pays. Les inquiétudes exprimées vont des menaces planant sur les langues nationales fortes (Islande) à des craintes en ce qui concerne les langues infranationales (Suisse).

Les réponses formulées n'exprimaient pas, en majorité, une volonté d'exclure l'héritage d'autres traditions culturelles et linguistiques, mais davantage un désir de veiller à ce que celles-ci ne supplantent pas des formes d'expression autochtones.

À part le fait d'avoir mentionné l'existence de ce problème, peu de pays ont fourni de réponses précises quant aux moyens pris pour y remédier, à l'exception de l'Islande qui a décrit les efforts qu'elle déploie pour travailler en collaboration avec des entreprises comme Microsoft afin que les programmes et applications informatiques soient traduits en islandais.

3.6 Différences Nord-Sud

Bien que les pays du Nord et du Sud soient confrontés à de nombreux problèmes de même nature, ils partent aussi de points de départ fondamentalement différents en ce qui concerne leurs infrastructures institutionnelles et technologiques de base.

L'Afrique du Sud a parlé de la possibilité de réaliser des « progrès technologiques par bonds », en tirant profit des connaissances et de l'expérience acquises par les pays du Nord pour accélérer son développement technologique. Mais on reconnaît aussi l'ampleur de l'effort que de nombreux pays en développement du Sud doivent déployer pour se doter ne serait-ce que d'une infrastructure technologique rudimentaire, dont ils ont besoin pour pouvoir tirer profit de cette expérience.

En ce qui concerne le développement des institutions, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, le défi à relever dans les pays du Sud consiste moins à réformer les institutions culturelles existantes pour qu'elles puissent répondre à de nouveaux besoins qu'à établir une infrastructure culturelle de base, surtout au niveau local. Le maillage des institutions et les échanges entre les pays membres du RIPC constituent un champ d'action possible.

4.0 Prochaines étapes

Les réponses fournies au sondage suggèrent un vaste éventail de mesures possibles. Conformément aux objectifs du RIPC, ces mesures doivent viser à fournir aux membres du Réseau des idées précises et des propositions concrètes sur la façon de faire progresser leurs politiques culturelles, à l'échelle tant nationale qu'internationale.

Le RIPC se livre présentement à un examen des instruments disponibles à l'échelle internationale en matière de diversité culturelle. Il existe des mécanismes qui sont axés sur le respect des droits fondamentaux de la personne. On trouve également certains mécanismes commerciaux qui tiennent compte de la diversité. Il faudrait donc faire en sorte de relier plus étroitement ces deux types de mécanismes, peut-être par la mise au point d'un nouvel instrument international sur la diversité culturelle. Parallèlement, le sondage met aussi en lumière la nécessité pour les États de se pencher sur leurs propres approches internes et infranationales en matière de diversité culturelle et de s'efforcer d'harmoniser leurs interventions sur les plans local et international.

En particulier, les thèmes retenus pourraient servir d'assise à des mesures de suivi axées sur :

- une recherche plus approfondie visant à clarifier et à concrétiser davantage les enjeux correspondant à ces thèmes;
- l'identification de politiques gouvernementales et d'instruments de politique utilisés avec succès pour s'attaquer aux enjeux, tirés de l'expérience acquise par les membres du RIPC et d'autres États dans le monde;
- l'identification de « pratiques exemplaires » (initiatives couronnées de succès) mettant en jeu des institutions et entreprises culturelles travaillant en collaboration avec des partenaires des secteurs privé ou bénévole.

Plus précisément, l'analyse fait ressortir la nécessité de réaliser :

- des travaux plus poussés pour décortiquer les questions de politique relatives à la diversité culturelle et à la mondialisation; il y a des liens évidents à faire ici avec l'examen actuellement en cours des principes sous-jacents aux instruments internationaux ayant trait à la diversité culturelle et à la mondialisation; on pourra peut-être aussi établir des liens étroits avec les résultats de l'étude du Conseil de l'Europe sur la politique culturelle et la diversité culturelle et les suites qui devraient être données à cette étude;
- des travaux sur les indicateurs et les mesures permettant d'évaluer la diversité dans la production et la diffusion culturelles aux plans intérieur et international – là encore, il sera possible d'établir à cet égard des liens avec l'étude du Conseil de l'Europe;
- une étude sur les « habitudes culturelles au quotidien »; un certain nombre d'études récentes ont été effectuées pour obtenir une meilleure compréhension des pratiques et expériences culturelles *réelles* des « gens ordinaires » dans leur collectivité (afin de les comparer avec les activités culturelles prévues dans les catégories officielles des politiques culturelles); les

résultats de telles études fournissent des renseignements importants sur les différentes habitudes culturelles au sein de divers segments de la population;

- un répertoire de stratégies et d'instruments de politique particuliers mis en œuvre dans les pays membres ayant des activités dans certains secteurs précis (p. ex., les musées, les archives, les bibliothèques, la radiotélévision) répondant aux impératifs de la diversité culturelle et de la mondialisation;
- des études de cas sur des politiques, stratégies et instruments féconds, qui relient expression culturelle locale et réseaux mondiaux de distribution;
- des études de cas sur des stratégies fructueuses de changement institutionnel;
- des études de cas sur des partenariats et alliances réussis avec le secteur privé;
- des études de cas sur des politiques et modèles fructueux pour soutenir la diversité culturelle au niveau local.

Compte tenu des ressources et du temps restreints dont on dispose, il faudra mettre en œuvre un processus d'établissement de priorités afin de déterminer les questions les plus pressantes pour les membres du Réseau.

Quelles que soient les mesures immédiates que prendra le RIPC pour orienter ses travaux sur la diversité culturelle et la mondialisation, il lui faut aussi songer à adopter un mécanisme qui assurerait la définition des priorités et appuierait la collecte de renseignements, et ce, de façon continue.

Au Canada, certains secteurs comme celui de la santé ont établi des mécanismes permettant, chaque année, de définir un ensemble de priorités stratégiques en matière de recherche, de réaliser ces recherches dans les délais impartis et d'en diffuser les résultats aux membres du secteur.

Un tel mécanisme permettrait de constituer la base de renseignements et de connaissances indispensables pour prendre des décisions plus éclairées à tous les niveaux. L'État n'a pas à prendre l'entière responsabilité de cette initiative – et ne devrait d'ailleurs pas le faire. Les initiatives menées dans d'autres secteurs sont souvent des partenariats entre divers ordres de gouvernement, organismes sectoriels et intervenants clés de l'industrie ou du secteur privé. Dans le cadre de ces modèles, chacun des partenaires fournit une partie du financement, moyennant quoi il a voix au chapitre au moment de déterminer les priorités en matière de recherche.

Annexe A – Résumé des réponses

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures
Canada	<p>« Si l'on veut que les Canadiens conservent une culture dynamique qui s'épanouit, ils doivent s'assurer de pouvoir continuer à développer leurs propres instruments culturels, maintenir leur diversité culturelle et améliorer leur capacité d'élaborer des initiatives, programmes et politiques qui donnent des choix canadiens tout en maintenant l'ouverture à un large éventail de contenus et de services culturels venant de l'étranger. »</p> <p>« Le défi à relever, pour le Canada, est de maintenir l'équilibre entre des mesures qui visent</p>	<p>« Développer les marchés internationaux de nos industries et de nos produits culturels; promouvoir le modèle canadien de la diversité en participant à des manifestations sportives et culturelles internationales; continuer à veiller à ce que le Canada soit ouvert à ce que le monde a de mieux à offrir; et promouvoir la diversité culturelle, aux plans multilatéral et bilatéral... »</p> <p>Accélérer la transition vers l'économie du savoir; création d'une main-d'œuvre compétente; capacité d'innovation; Internet et</p>	<p>Commerce électronique; Internet et</p> <p>« infrastructure du savoir », lien avec le gouvernement par Internet</p> <p>« Positionner le Canada, chez lui et à l'étranger, comme une économie avancée du savoir »</p> <p>Liens à l'intérieur du Canada et dans le monde entier</p> <p>Numérisation et convergence des médias</p> <p>Occasion de diffuser le contenu canadien au Canada et à l'étranger</p> <p>Des partenariats avec d'autres pays contribueront au succès dans ce contexte</p>	<p>« Le gouvernement du Canada croit que la diversité canadienne est un grand atout, que notre capacité d'accepter, de respecter et de valoriser les différences ont fait de nous une des sociétés les plus résistantes, créatrices et compatissantes sur terre. »</p> <p>« La diversité est le fil conducteur qui assure la cohésion de la riche culture du Canada. Elle nous donne le fondement nécessaire pour continuer à modeler un pays moderne qui favorise la créativité et l'excellence. »</p> <p>Nécessité pour les Canadiens de voir « le reflet de leur réalité »</p>	<p>« Le gouvernement continue de renouveler les moyens de soutenir la production d'histoires et d'images canadiennes dans tous les secteurs pour s'assurer qu'ils restent pertinents et efficaces »</p> <p>« Un élément central du cadre culturel est un engagement absolu à l'égard du contenu et des choix canadiens, pour refléter et valoriser la diversité du Canada, préserver le riche patrimoine culturel et naturel du Canada. »</p> <p>« Les politiques et moyens culturels du Canada ont joué un rôle important dans le développement d'une solide infrastructure culturelle et la poursuite des objectifs culturels du Canada. Le Canada garde la possession et le</p>	<p>La politique culturelle doit relever deux défis : elle deviendra soit plus dépassée, soit encore plus essentielle à cause du changement technologique; les politiques doivent reposer sur une approche plus large et mieux intégrée; il faut maintenir l'équilibre entre des mesures qui visent à favoriser l'expression culturelle et ses obligations en matière de commerce international. Approche internationale pour promouvoir les artistes canadiens à l'étranger, développer des marchés d'exportation des produits canadiens, établir des liens</p>	<p>Subventions Propriété d'État d'industries culturelles (radiodiffusion, etc.)</p> <p>Mesures réglementaires Promotion commerciale Réglementation sur le contenu canadien</p> <p>Divers Chercher à faire adopter un nouvel instrument international sur la diversité culturelle pour « fournir des règles fondamentales claires permettant au Canada et à d'autres pays de maintenir des politiques qui assurent la diversité culturelle au niveau international, tout en respectant les règles qui régissent le</p>

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures
	<p>à favoriser l'expression culturelle et ses obligations en matière de commerce international. »</p> <p>Préoccupation au sujet de l'image internationale, le Canada étant présenté au Canada comme à l'étranger comme un chef de file dans ce domaine et une économie du savoir</p> <p>Quatre grandes questions : « la mondialisation et l'abolition des frontières; les nouvelles technologies; l'évolution démographique; le fait que le public veut de plus en plus scruter son gouvernement et en recevoir des comptes. »</p>	<p>commerce électronique</p> <p>« À cause des nouvelles technologies, il est plus difficile aux Canadiens de trouver des choix qui reflètent leur propre réalité... »</p> <p>« La tendance vers des marchés plus ouverts et la libéralisation des échanges rend plus difficile la négociation d'accords commerciaux qui reconnaissent la diversité culturelle et la nature particulière des produits culturels. »</p> <p>« Marchandisation » des produits culturels.</p> <p>Il faut d'abord renforcer le marché intérieur des produits culturels</p>		<p>Homogénéisation culturelle à cause de la mondialisation, de la libéralisation des échanges, des fusions d'industrie</p> <p>« Dans un monde de changement, c'est en sachant qui nous sommes et d'où nous venons, en créant et en diffusant nos histoires, en communiquant entre nous et en bâtissant et renforçant nos collectivités que nous pouvons communiquer avec le monde avec confiance. »</p>	<p>contrôle de ses industries culturelles et produit des quantités de produits culturels et un contenu canadien qui s'adresse à tous les Canadiens, qui renforce notre identité nationale. Sans ces mesures culturelles, il serait plus difficile pour les artistes et les organisations culturelles du Canada de produire et montrer leurs créations. »</p>	<p>bilatéraux et multilatéraux dans le domaine culturel; établir des partenariats avec les ONG et les principaux organismes internationaux</p> <p>Sous-secteurs préoccupants : Nouvelles technologies et « moyens de communication traditionnels »</p> <p>Langue; idées; livres; peinture; musique; cinéma; contenu d'Internet</p>	<p>système commercial international et garantissent les marchés des exportations culturelles. »</p> <p>Données de Statistique Canada sur la culture et la population</p> <p>Participation à d'autres organisations : RIPC; UNESCO; Conseil de l'Europe; La Francophonie</p> <p>Projets visant à aider les milieux culturels canadiens à s'adapter aux nouveaux défis technologiques</p> <p>Stages pour les jeunes dans les industries culturelles à l'étranger</p>

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle :	Instruments de politique ou mesures
--	--	--------------------------	---------------------------------	--------------------------------------	--	--	--

						changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	
Croatie	« Le développement de cultures particulières (féministe, gaie, jeune, etc.) est la tâche première pour la Croatie, car c'est le meilleur moyen de se libérer de la culture nationaliste et d'éviter d'être submergé par la culture consumériste nationale. Atteindre cet objectif est le grand défi des institutions culturelles en Croatie. »	L'informatisation et la mondialisation combinées ont des conséquences dans toutes les sphères d'activité « L'un des problèmes importants est la préférence des institutions de l'État pour subventionner les formes classiques d'expression, souvent au détriment du développement des nouveaux médias, qui sont assujettis aux forces du marché. »	Ouverture complète au monde et surtout à l'Europe	« Le particularisme culturel est présent en Croatie tout d'abord dans le cadre national-régional, et souvent perçu comme opposé à une perspective mondiale. » Ethnoculturelle (nationale) et particulière, fondée sur d'autres modes de vie ou systèmes de croyances communs	« La spécificité culturelle ne devrait pas être imposée, elle doit surgir d'elle-même. Les institutions de l'État devraient protéger la politique culturelle avec considération, et il faut établir un équilibre entre les répercussions et les intérêts divers (tout d'abord entre l'industrie du divertissement et les défenseurs de la culture traditionnelle), afin de rendre possible le développement indépendant de la culture. »	Grands courants sociaux et culturels liés à la transition du socialisme à l'économie de marché, en plus de la mondialisation Sous-secteurs préoccupants : Art contemporain Nouvelles formes artistiques (par opposition aux formes d'expression classiques)	Subventions Mesures réglementaires Divers Aucune mention; « ... le gouvernement devrait rendre possible la liberté d'expression créative pour les artistes et les citoyens et mettre en place les conditions au plan législatif pour que les artistes puissent parvenir à l'indépendance financière. » Les institutions de l'État devraient protéger la politique culturelle avec considération, et il faut établir un équilibre entre les répercussions et les intérêts divers...

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs	Instruments de politique ou mesures
--	--	--------------------------	---------------------------------	--------------------------------------	--	--	--

						préoccupants	
Grèce	<p>« Le but constant des gouvernements grecs est de préserver toute cette richesse culturelle et de la promouvoir dans le monde entier. »</p> <p>Immigration : « Défi et occasion à saisir : connaissance et acceptation réciproques de la culture grecque et d'autres cultures... Serait-il possible d'avoir des cultures hétérogènes pour favoriser une coopération féconde dans un contexte démocratique et pluraliste? »</p>						

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures
Guyana	« La problématique propre à la Guyana comprend la lutte pour instaurer l'unité nationale dans le contexte de la diversité – la création de l'unité dans la diversité; l'effort pour	Mondialisation et changement technologique : le pays est mal équipé et mal préparé à y faire face à cause de son histoire; a besoin d'infrastructure	La technologie peut aider à redécouvrir les traditions populaires et à les inscrire dans le courant principal de la société	Lutte pour instaurer l'unité dans la diversité; « effort pour susciter la fierté nationale et la dignité à partir de ces belles et riches différences sur la base du respect	Redécouverte des traditions folkloriques et de l'histoire « Comment trouver le juste milieu entre les belles possibilités du changement technologique permis par la mondialisation	La démocratie est à l'état naissant dans ce pays « D'abord, le processus même par lequel un État en vient à établir une politique culturelle	<p>Subventions</p> <p>Mesures réglementaires</p> <p>Divers</p>

	<p>susciter la fierté et la dignité nationales à partir de ces belles et riches différences sur la base du respect mutuel et de la tolérance. »</p> <p>28 ans de gouvernement non démocratique suivies de 7 ans de démocratie, où il a fallu lutter pour « trouver l'espace pour toutes les expressions de la diversité culturelle et politique sans exacerber les insécurités ethniques ».</p>	<p>matérielle</p> <p>Là où on a accès à la technologie, elle sert non à faire progresser la société, mais à la promouvoir à l'étranger; intensifie le départ de personnes et de ressources à l'étranger;</p> <p>« continue de marginaliser ceux qui n'ont pu profiter de ces occasions ». Tension entre le progrès économique et les retombées</p>		<p>mutuel et de la tolérance ».</p>	<p>en gardant un semblant de dignité nationale basée sur les traditions historiques? »</p>	<p>(inexistante depuis la période coloniale) agit comme un aiguillon qui l'amène à régler de nombreuses questions. »</p> <p>« Le gouvernement [le seul à être équipé pour le faire] doit par définition travailler à tous les niveaux du pouvoir régional et local, avec le secteur privé, les ONG et les collectivités pour créer des 'espaces' et encourager l'épanouissement des traditions et l'expression dans les arts visuels, l'artisanat, la musique, le théâtre, la poésie, la danse, les contes, etc. »</p> <p>Sous-secteurs préoccupants : Folklore Traditions historiques et moyens d'expression, dont les arts visuels, l'artisanat, la musique, le théâtre, la poésie, la danse, les contes</p>	<p>Développement du processus au gré de l'évolution du gouvernement et de la société; ce processus se poursuit sans cesse</p>
	Principales perspectives	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la	Contexte de la politique	Instruments de politique ou

	stratégiques				politique culturelle	culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	mesures
Islande	« Il y a eu consensus sur l'objectif de maintenir un équilibre fécond entre une saine influence nouvelle de l'étranger et une saine appréciation de notre patrimoine et de notre créativité. » « La langue a toujours été au cœur de l'identité culturelle islandaise, car l'islandais, parlé par une petite population, a très peu changé au fil des siècles... Il peut donc être considéré comme une des langues classiques de l'Europe et sa pureté exceptionnelle est en soi une valeur intrinsèque. »	L'expansion rapide des technologies de communication est une menace à l'équilibre entre le contenu national et le contenu étranger Accès à la technologie; questions juridiques et éthiques liées à la nouvelle technologie Langue; préservation et « droit culturel d'utiliser sa propre langue pour étudier ou travailler » – une solution à ce problème a été de conclure une entente avec Microsoft pour traduire les logiciels en islandais	L'expansion rapide des technologies de la communication est aussi une occasion de créer, de débloquer des avenues révolutionnaires pour le savoir et la science, les arts et les relations humaines en transcendant les frontières nationales	« La société islandaise a toujours été décrite comme homogène, avec une culture homogène, surtout à cause d'un patrimoine culturel commun et de l'absence presque totale de groupes ethniques et de langues minoritaires. C'est toujours le cas. » « Certains changements dans la structure sociale, comme une plus grande urbanisation et l'exode rural, donneront des accents neufs dans notre diversité culturelle, mais rien qui puisse tout transformer. »	« La politique de l'actuel gouvernement islandais veut accentuer la créativité culturelle au niveau de l'individu et de la base sans trop s'ingérer dans ses tendances ni les structurer. Parallèlement, il y a consensus sur le soutien officiel des institutions jugées indispensables comme grands symboles de l'identité culturelle d'une société moderne et souveraine : théâtre national, bibliothèque nationale, musée des beaux-arts d'Islande, orchestre symphonique et musée national. »	Préoccupation à l'égard des institutions communautaires et nationales, qui sont toujours soutenues par l'État Reconnaissance du fait qu'il existe peu d'ententes bilatérales, même si « les relations culturelles avec plusieurs parties du monde sont florissantes et croissantes » Sous-secteurs préoccupants : Nouvelles technologies Ensemble d'institutions nationales	Subventions Soutien gouvernemental d'institutions nationales (théâtre, bibliothèque, musée des beaux-arts, orchestre symphonique, musée) Mesures réglementaires Conventions internationales (p. ex., Espace économique européen); quelques rares ententes bilatérales Divers

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures
Norvège	Démocratie et	Contexte des	Coopération plus	« La culture	Politique sur les	« Les États-nations	Subventions

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures
	<p>décentralisation « C'est une priorité de promouvoir la participation à la vie culturelle dans toutes les régions du pays et de rendre des arts et une culture de qualité accessibles au plus grand nombre possible. » « Qu'arrivera-t-il à une riche diversité culturelle lorsqu'une poignée de sociétés d'information, de divertissement et de télécommunications contrôleront une grande partie de ce qui fait nos vies? » « La vraie question est de savoir comment gérer la diversité dans un monde de contacts étroits entre les identités culturelles et les pratiques ethniques irréductibles. »</p>	<p>nouveaux médias : Développement rapide et mondialisation des médias; inquiétudes pour la langue, le mode de vie norvégiens, etc. Nécessité de préserver le norvégien face à la mondialisation Accès aux médias Équilibre entre les aspects privés et commerciaux du commerce (p. ex., livres) Nécessité d'assurer l'accès à l'information par les nouveaux médias; réglementation du contenu d'Internet; propriété intellectuelle Nécessité de faire correspondre à la diversité démographique les activités des institutions culturelles (surtout les musées) Élaboration de stratégies à long</p>	<p>étroite entre les archives, les bibliothèques et les musées; en partie pour mieux refléter la diversité culturelle dans ces institutions Surmonter les divisions nationales et mondiales et les désavantages pour les petits pays Que les institutions, les associations et les artistes se fassent connaître au plan international par les nouveaux médias L'idée de gouvernement mondial – à la fois défi et occasion à saisir – a rendu les décideurs plus conscients des répercussions internationales de leurs mesures politiques, notamment en ce qui concerne la durabilité</p>	<p>norvégienne se compose de nombreuses identités culturelles... La culture a subi et continuera de subir un développement constant. » La population lapone (indigène) a accéléré la diversification de son expression culturelle, si bien que deux générations coexistent côte à côte : « Une qui définit encore son identité par opposition à tout ce qui est différent, à tout ce qui est 'étranger'. Les jeunes, par contre, sont plus portés à se définir en interaction avec les 'autres'. Les clivages classiques – Nord-Sud, Est-Ouest, centre et périphérie – sont remis en cause. »</p>	<p>médias : les médias doivent être des canaux ouverts pour les messages culturels, l'information, les échanges de vues et le débat public Politique linguistique : de nouveaux principes s'imposent Politique muséale : la priorité est de renforcer les initiatives multiculturelles – il existe des musées locaux dans toutes les municipalités pour illustrer « la relation entre histoire et identité ». La « mondialisation a montré à quel point ont diminué les degrés de liberté de la politique nationale dans de très nombreux domaines. Cela peut s'observer dans le cas des médias et des politiques culturelles, où, de plus en plus, les tendances internationales se sont concrétisées au niveau national. » Il est probable qu'une</p>	<p>seront les principaux agents qui mettront sur pied les nouvelles institutions requises pour relever [les défis de la mondialisation]... « L'avenir de la mondialisation réside dans les mesures de coopération prises par les États-nations pour relever ces défis... La question est de savoir si nous pourrions dans les années à venir créer un système multilatéral de gouvernement mondial assez crédible et légitime pour servir de cadre à l'obtention de consensus et à la prise de décisions. » La Norvège et d'autres petits pays « ont besoin d'une étroite coopération avec d'autres pays aux objectifs</p>	<p>Soutien financier pour les visites des institutions culturelles établies dans chaque région Programme d'achat de fictions contemporaines</p> <p>Mesures réglementaires Contenu des médias; Internet; propriété intellectuelle</p> <p>Divers Secrétariat pour la technologie linguistique pour répondre aux inquiétudes en matière linguistique; espace administratif pour la langue et la technologie de l'information Programmes : bibliothèque multilingue; bibliothèque spéciale pour les Lapons; l'art dans une société</p>

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures
		<p>terme pour assurer l'égalité des minorités ethniques dans la vie culturelle</p> <p>Menace que les transnationales des médias exploitent les ressources culturelles et les présentent comme des produits culturels et des objets de divertissement; cela creusera le fossé entre ceux qui peuvent en bénéficier et ceux pour qui l'accès est impossible</p> <p>Segmentation entre les nantis et les démunis dans le cyberspace</p> <p>Nécessité d'affirmer plus vigoureusement l'identité culturelle</p>			<p>forme de gouvernement mondial émergera, mais on ne distingue pas clairement laquelle.</p>	<p>analogues dans le domaine culturel pour assurer la diversité culturelle et atteindre d'autres objectifs. »</p> <p>Le rôle de l'État n'a guère changé jusqu'ici, mais la prise de conscience grandissante des « limites du Trésor public » a entraîné la privatisation accrue de la culture dans certains secteurs</p> <p>Sous-secteurs préoccupants : Médias/radio/télévision; presse publique; langue; littérature; bibliothèques; musées; artistes</p>	<p>multiculturelle</p>

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures

<p>Sainte-Lucie</p>	<p>« Le point de vue primordial, en ce qui concerne la diversité culturelle et la mondialisation, tient à la menace inhérente de perdre notre culture en raison des avancées de l'acculturation. Nous devons former un peuple tellement ancré dans sa propre culture qu'il peut s'exposer au vent de la mondialisation, mais rester assez fort pour conserver son identité sainte-lucienne. »</p>	<p>L'Internet et le commerce électronique sont à la fois un défi et une occasion à saisir : Défi de faire acquérir les disciplines nécessaires (sciences et mathématiques) Culture informatique Exposition au contenu négatif d'Internet Les jeunes adoptent les produits culturels des « pays métropolitains » « Notre politique culturelle doit convaincre les jeunes que ce que nous avons est tout aussi authentique que ce qui vient de l'étranger. »</p>	<p>L'Internet et le commerce électronique sont à la fois un défi et une occasion à saisir : « L'Internet nous ouvre le monde et nous pouvons commercialiser nos produits culturels comme ceux des pays concurrents. »</p>	<p>La diversité est à l'extérieur, dans le village planétaire dont Sainte-Lucie fait partie; les habitants de Sainte-Lucie sont donc un élément de la diversité planétaire. « Nous ne sommes pas insulaires au point de négliger la diversité culturelle, mais nous devons être assez sages pour choisir dans le menu proposé par l'impérialisme culturel... nos traditions, ce qui fait notre spécificité doivent rester sacrés, inviolés. »</p>	<p>Culture : nos traditions font notre unicité « La politique culturelle doit être élaborée dans le cadre de la démocratie, où gouvernement et artistes ont une relation symbiotique. Le gouvernement donne l'élan en mettant l'accent sur le climat propice à l'expression artistique, par la formation et d'autres soutiens concrets... »</p>	<p>« Le gouvernement actuel estime que son rôle est de galvaniser les artistes et le grand public pour élaborer une politique culturelle avec lui en participant aux consultations dans lesquelles les projets de politique sont discutés »</p> <p>Sous-secteurs préoccupants : Nouvelles technologies Artistes et travaux individuels</p>	<p>Subventions</p> <p>Mesures réglementaires</p> <p>Divers Le Cabinet a ratifié la politique culturelle (la réponse ne donne aucun détail)</p>
----------------------------	---	--	---	---	---	--	---

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures
Sénégal	Décentralisation culturelle « Le plan d'action préparé par le ministère de la Culture en 1998 insiste sur l'importance d'affirmer la personnalité culturelle de chacune des dix régions du pays, la création de liens locaux de solidarité et la mise en place de conditions propices à l'expression et l'épanouissement de toutes les cultures. » L'accès à l'information et le développement de partenariats sont la clé.	Mesures nécessaires pour assurer « un meilleur accès aux nouvelles technologies de l'information et des communications et aider à faire naître une plus grande prise de conscience de l'importance de notre patrimoine culturel ». Nécessité d'identification à la collectivité, d'« appartenance »	Des projets communs et des réunions fréquentes permettront de percevoir plus nettement les effets de la mondialisation	« En matière d'identité, ce qui importe, c'est d'être soi, mais aussi de pouvoir changer dans certaines circonstances et d'être comme l'autre à certains égards. » La diversité ethnique « agit en combinaison avec la force unificatrice de la langue dominante, le wolof. »	« Notre politique culturelle a toujours reposé sur deux piliers : des racines profondes et l'ouverture. Nos racines profondes résident dans nos valeurs de base en tant que société et dans notre ouverture et notre réceptivité aux influences extérieures. » Promotion du potentiel culturel local et renforcement de l'unité nationale par un soutien de la création et de la créativité; création d'une infrastructure culturelle; soutien de manifestations culturelles fondées sur les liens interethniques assurant une plus forte cohésion sociale; coopération décentralisée; développement des entreprises et industries culturelles; partenariat avec le secteur économique	« L'objectif visé par le gouvernement en transférant aux collectivités les responsabilités en matière de culture était de leur redonner les pouvoirs qui relèvent de plein droit de leur compétence. La culture est également une responsabilité du gouvernement national : en établissant les politiques et les stratégies de mise en œuvre, le gouvernement doit impliquer l'ensemble de la société civile et, dans la mesure du possible, les représentants du secteur économique. » Sous-secteurs préoccupants : associations; centres de documentation	Subventions Mesures réglementaires Divers Réseau prévu de centres culturels régionaux; processus visant à rendre le contexte institutionnel, juridique et financier « plus propice à la promotion de l'initiative privée en matière culturelle »

						culturelle; infrastructures culturelles; manifestations culturelles; protection du patrimoine culturel	
--	--	--	--	--	--	--	--

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures
Afrique du Sud	<p>Prédominance des formes culturelles étrangères; les produits culturels locaux ont du mal à soutenir la concurrence; problème lié à l'apport accru de produits étrangers après la transition de 1994 (É.-U., R.-U. et Australie)</p> <p>« Le double défi de l'Afrique du Sud est d'encourager la diversité culturelle et de forger le sentiment national dans un pays profondément divisé selon des clivages raciaux et ethniques par l'apartheid. »</p>	<p>Réglementation</p> <p>Possibilité pour l'OMC de limiter le droit de réglementer</p> <p>Progrès technologique par bonds et protection appropriée de la technologie</p> <p>Absence d'accès à la technologie</p> <p>Création de secteurs culturels viables</p> <p>Développement d'auditoires</p> <p>Développement de la fierté de la culture locale</p> <p>Lutte contre la xénophobie</p> <p>Maintien de l'intégrité des cultures de l'A. du S.</p> <p>Mise au point de</p>	<p>Technologie et formes nouvelles</p> <p>Ère du numérique</p> <p>Création de créneaux sur le marché</p> <p>« La nouvelle économie qui propulse la mondialisation est toujours à la recherche de nouveaux matériaux. La plupart des pays en développement sont en excellente position pour fournir des produits et une information uniques. La culture est l'un des rares domaines dans lesquels nous ne sommes pas déficitaires : nos</p>	<p>« La question primordiale, pour l'instant, est de savoir comment développer la diversité culturelle de l'Afrique du Sud pour en faire un instrument durable de développement économique, social et politique. »</p>	<p>Niveaux local et mondial</p> <p>« La protection du savoir indigène et le ciblage des avantages de cette protection vers les groupes voulus sera un aspect important de la politique culturelle à l'avenir. »</p> <p>« La nouvelle donne politique en Afrique du Sud nous a fait entrer dans une ère d'engagement à l'égard de tous les arts, et non des seules formes d'art 'eurocentristes' comme l'opéra et le ballet. »</p>	<p>Trois ordres de gouvernement : fédéral, provincial, local</p> <p>Réduire la taille de la fonction publique et s'écarter du paradigme de « l'État omniprésent »</p> <p>Évolution du paradigme de l'État, ce dernier, de mécène qu'il était, devenant un facilitateur des arts</p> <p>Besoins : Élaborer des stratégies de gestion nationales-provinciales-locales (semi-fédéralistes)</p> <p>Mettre au point de moyens efficaces</p>	<p>« Le ministère des Arts et de la Culture est tout à fait conscient que notre diversité culturelle est menacée si elle ne repose pas sur un environnement propice en matière de droits d'auteur, de réglementation et de financement. »</p> <p>Subventions</p> <p>Absence d'un contexte de financement approprié</p> <p>Mesures réglementaires</p> <p>Loi sur le droit d'auteur (laisse à désirer; relève du ministère du Commerce et de</p>

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures
	« Le principal défi est de reconnaître comme il se doit et de soutenir les cultures et les langues de la majorité qui, par le passé, a été privée de ses droits. Pareillement, la promotion de la tolérance culturelle dans l'Afrique du Sud d'après l'apartheid est un projet important. Ces tâches revêtent une plus grande difficulté dans le contexte de la mondialisation. »	moyens efficaces de rectifier les inégalités Transformation des institutions existantes Partenariats efficaces avec le privé et les ONG Développement de formes culturelles durables Instauration de nouvelles institutions durables Élaboration de stratégies de gestion nationales-provinciales-locales (semi-fédéralistes) Évolution du paradigme de l'État Évolution du secteur privé	riches traditions culturelles fournissent la matière première d'un caractère distinctif qui peut rendre notre économie plus concurrentielle. » Enseignements tirés de l'expérience Nouvelles formes d'art Placer l'A. du S. au centre de la production artistique africaine Faire reconnaître l'A. du S. à l'étranger Possibilités du secteur privé			de rectifier les inégalités Transformer les institutions actuelles et en développer de nouvelles Établir des partenariats avec des organismes privés et des ONG Sous-secteurs préoccupants : Musique Cinéma Communications et nouvelles technologies, y compris l'accès à ces technologies Culture locale « Esthétique sud-africaine » Toutes les formes d'art, aussi bien les formes « eurocentristes », comme l'opéra et le ballet, que tout l'éventail des formes d'expression artistique	l'Industrie) Absence de protections élémentaires comme la rémunération de l'utilisation des pièces musicales dans l'industrie du disque Divers Constitution : protège la diversité et la liberté en matière de culture, de langue et de religion

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures
Suède	<p>« La politique culturelle nationale fait la promotion des « échanges culturels internationaux et de la rencontre entre les différentes cultures à l'intérieur de la Suède. »</p> <p>Les objectifs de la politique culturelle coïncident avec les objectifs généraux de la politique sur l'immigration, soit l'égalité des droits et obligations, la possibilité d'exprimer son identité linguistique et culturelle et de coexister dans la tolérance mutuelle et la coopération entre la majorité, les minorités nationales et les immigrants. Ces objectifs expriment la volonté politique d'une société multiculturelle et interculturelle. »</p>	<p>Ségrégation sociale, économique et culturelle découlant en partie d'une immigration libre</p> <p>Risque qu'un accent mis uniquement sur l'Europe marginalise les coentreprises avec d'autres régions du monde</p> <p>Conflits politiques internationaux :</p> <p>« Les symboles de l'identité culturelle et le patrimoine culturel sont devenus des cibles... »</p> <p>Menace que constitue la mondialisation des médias pour la diversité culturelle</p> <p>Internet : large diffusion d'information et d'images illégales</p> <p>Préservation de la langue suédoise</p>	<p>Intensification de la coopération dans divers secteurs du domaine culturel à la faveur de l'entrée dans l'Union européenne</p> <p>Les nouvelles technologies accroissent l'accès du public aux travaux et connaissances des artistes et des institutions culturelles</p> <p>Élargissement des réseaux entre les institutions pour toutes les questions d'expression culturelle et autour de manifestations culturelles</p> <p>Les contacts et les échanges avec les autres pays sont la clé</p>	<p>Société multiculturelle et interculturelle</p> <p>Politique d'immigration active</p> <p>« Aujourd'hui, avec des personnes du monde entier qui vivent en Suède, les défis sont d'une part de s'occuper des possibilités et domaines de la liberté de parole et d'expression de ces personnes et, d'autre part, de comprendre et de mettre en commun plusieurs cultures et modes de vie parallèles, y compris les suédois. »</p>	<p>Lien entre la politique culturelle et la politique sur l'immigration : égalité dans les droits et les obligations; possibilité d'exprimer l'identité linguistique et culturelle; coexistence ayant pour but la tolérance mutuelle et la coopération</p> <p>La culture comme dimension de la démocratie et d'une société durable</p> <p>Reconnaissance du fait que les conflits mondiaux et ethniques se manifestent dans la vie quotidienne; il est donc important de maintenir le principe de l'autonomie des collectivités et de donner à celles-ci « la liberté d'agir dans les secteurs où les politiques et objectifs de bien-être social doivent être interprétés et appliqués dans la vraie vie »</p>	<p>« L'importance des contacts et des échanges avec d'autres pays s'est accrue... Le gouvernement suédois accorde une importance particulière aux échanges culturels internationaux... »</p> <p>qui bénéficient tant au gouvernement et aux institutions qu'aux artistes</p> <p>« Le gouvernement prend davantage d'initiatives afin d'accroître les connaissances sur les questions de multiethnicisme, du racisme, de la violence et d'autres formes de ségrégation, de favoriser les débats à cet égard et de mieux faire comprendre ces questions. »</p> <p>Sous-secteurs préoccupants : Télévision et radio Technologie des</p>	<p>Subventions</p> <p>Programmes de soutien de l'activité culturelle en Suède autour du thème du multiculturalisme, manifestations ethniques et projets conjoints</p> <p>Mesures réglementaires</p> <p>Conventions internationales</p> <p>Divers</p> <p>SIDA (agence suédoise de coopération en développement international)</p> <p>Ombudsman contre la discrimination ethnique</p> <p>Bureau national de l'intégration</p> <p>Statistiques sur la participation, l'emploi, l'éducation de ceux dont les antécédents sont « étrangers »</p>

						communications Artistes de tous les médias, y compris les médias nouveaux et ethniques Musique populaire Langue	
--	--	--	--	--	--	--	--

	Principales perspectives stratégiques	Principaux enjeux	Principales possibilités	Compréhension de la diversité	Compréhension de la culture et de la politique culturelle	Contexte de la politique culturelle : changement du rôle de l'État et sous-secteurs préoccupants	Instruments de politique ou mesures
Suisse	« ... un des principaux objectifs de la politique culturelle en Suisse est de faire en sorte que la diversité linguistique locale et régionale se traduise dans la vie culturelle et artistique en mettant divers produits et services à la disposition du grand public. » « Dans un contexte comme celui-là, il est facile de comprendre pourquoi la diversité culturelle est non seulement un élément clé de la politique culturelle, mais aussi et par-dessus tout un élément constitutif des notions helvétiques d'État et	Un manque de professionnalisme dans la gestion et le contrôle des projets à cause d'un système axé sur le niveau local. « Nous devons conserver la tension suivante à l'avant-plan de nos préoccupations : ne jamais permettre de laisser la notion de confédération être submergée par l'identité locale, mais, en même temps, éviter d'imposer une conception nationale de la culture. Nous avons besoin d'une coopération et d'échanges concrets. »	Conséquences constructives du système existant : 1. initiatives de la base et large participation à la vie culturelle des collectivités locales 2. haute densité d'institutions et d'industries culturelles (fondations, musées, bibliothèques, musées des beaux-arts, expositions, cinéma, salles de concert, spectacles, conférences, congrès, etc.) 3. respect des identités et susceptibilités	« En Suisse, la notion de diversité repose sur trois caractéristiques principales : le quadrilinguisme et la territorialité linguistique, la souveraineté des collectivités locales et des cantons, et la compréhension mutuelle. » Définition locale selon les régions linguistiques, avec respect et maintien de la diversité à l'intérieur des régions, en partie grâce à une politique culturelle administrée au niveau local, dans des collectivités locales Idée de « mosaïque	La culture est du ressort des municipalités et des cantons « La 'souveraineté' culturelle au niveau local et cantonal veut dire que toutes les villes et localités (et même les villages) ont toute liberté d'élaborer leur propre politique culturelle. » Les échanges et le dialogue sont des objectifs aux niveaux local et national; c'est une conceptualisation dynamique de la politique. La notion de réserve dans le soutien de la diversité culturelle suppose : Le maintien de la possibilité et de la	Sauf pour ce qui est des lois linguistiques, de l'assurance du respect du quadrilinguisme et des institutions nationales qui sont de compétence fédérale, « la culture est principalement du ressort des municipalités et des cantons ». « L'une des tâches principales des institutions culturelles fédérales... est de promouvoir et de favoriser le dialogue et les échanges de manière pratique en assurant la distribution, la circulation et la traduction de	Subventions Le régime existant de subventions doit être modifié pour s'étendre à ceux qui travaillent dans l'audiovisuel et d'autres domaines culturels Mesures réglementaires Divers

	<p>de société. Il est à la fois nécessaire et logique pour les autorités publiques de la Suisse... de pouvoir préserver leur système de soutien culturel pour préserver l'équilibre entre les diverses langues nationales et encourager une compréhension mutuelle. »</p>		<p>locales</p>	<p>culturelle » qui n'est « assurément pas fondée sur une identité culturelle homogène ». Credo : « La diversité est notre culture commune! »</p>	<p>liberté de choix des produits et services culturels; des mesures s'imposent à ce titre Plurilinguisme et maintien d'une production culturelle dynamique Maintien de la liberté d'action pour la politique culturelle nationale</p>	<p>produits et productions culturels afin qu'ils soient offerts dans d'autres régions linguistiques . »</p> <p>Sous-secteurs préoccupants : Tous les secteurs, selon une conception holistique : fondations, musées, bibliothèques, musées des beaux-arts, expositions, cinéma, salles de concert, spectacles, conférences, congrès, édition</p>	
--	---	--	----------------	---	---	--	--

ANNEXE B

Réseau international sur les politiques culturelles

La diversité culturelle et la mondialisation

Répertoire des enjeux et des possibilités

Préface

La deuxième rencontre du Réseau international sur la politique culturelle (RIPC) a eu lieu en septembre 1999 à Oaxaca (Mexique). À cette occasion, les ministres ont convenu, à la suite de la proposition du Canada, d'entreprendre des travaux spécialisés sur *la diversité culturelle et la mondialisation*. L'objectif principal est de présenter aux membres du Réseau de nouvelles données et des conseils sur l'élaboration d'une politique culturelle.

Il importe tout d'abord de recueillir les commentaires des membres du Réseau sur les importants enjeux et possibilités en matière de diversité culturelle et de mondialisation, dans le contexte d'un environnement international en pleine évolution fondé sur les règles, qui existent dans leurs pays respectifs. Le but n'est pas d'étudier attentivement une seule question stratégique, mais plutôt de faire un survol rapide des questions touchant la diversité et la politique culturelles dans chaque pays. Une fois les grandes orientations définies, le Réseau peut décider d'étudier plus en profondeur certaines questions précises.

Les résultats de ce sondage donneront une indication de l'étendue et de la portée des questions touchant la diversité culturelle auxquelles sont actuellement confrontés les pays du monde entier.

1.0 Principales perspectives stratégiques ou problématiques

Lors de la rencontre préliminaire des experts du Réseau sur la diversité culturelle et la mondialisation, qui s'est tenue à Ottawa les 6 et 7 décembre 1999, les participants ont décrit une vaste gamme de questions touchant la diversité culturelle et la mondialisation. Pour chacune des questions, les participants ont souligné une importante perspective stratégique ou « problématique ».

C'est ainsi que l'*Afrique du Sud* a parlé de la difficulté de trouver un équilibre entre la reconnaissance de la diversité et le renforcement de l'unité nationale, et du fait que les enjeux consistaient plus à reconnaître les droits de la majorité que les besoins des minorités. La *Norvège* a décrit les efforts visant à démocratiser et à décentraliser la politique culturelle dans le but de reconnaître la diversité des populations locales, tout en favorisant la préservation de la langue et le renforcement de la technologie de l'information en tant que force d'unification.

Question :

Décrivez la principale perspective stratégique ou problématique en matière de diversité culturelle et de mondialisation à laquelle votre pays doit faire face.

2.0 Enjeux et possibilités

Lors de la rencontre d'Ottawa, les participants ont parlé des enjeux et des possibilités stratégiques plus précis que doivent relever leurs pays. Les sujets figuraient dans les grandes catégories suivantes : *Forces économiques et technologiques, Forces sociales et culturelles, et Rôle changeant du gouvernement.*

Forces économiques et technologiques

La libéralisation du commerce et l'augmentation du mouvement des capitaux à l'échelle mondiale figurent parmi les principaux facteurs déterminant la politique de nombreux pays. Les nouvelles technologies de communications et de l'information ont été décrites par certains comme une menace possible pour les cultures indigènes et une occasion de favoriser la création et la distribution de produits et de services culturels.

C'est ainsi que la *Côte d'Ivoire* a parlé de l'inévitabilité de la libération et de la privatisation, mais a également souligné le besoin de contrôler ce processus et, plus particulièrement, d'éduquer les gens pour qu'ils s'adaptent à ces nouvelles réalités. Le *Mexique* a décrit son récent passage d'une économie fermée à une économie ouverte, et des différences d'opinion entre les ministères du Commerce et de la Culture sur la façon dont cette transition devrait être effectuée. Le *Canada* a parlé de ses efforts pour veiller à ce que les nouvelles technologies permettent aux citoyens d'avoir plus de choix dans le domaine culturel.

Question :

Quelles sont les plus importantes répercussions de la mondialisation de l'économie et des changements technologiques pour votre pays, et quels enjeux et possibilités ces changements créent-ils en matière de politiques culturelles?

Forces sociales et culturelles

La migration massive à l'échelle mondiale entraîne, dans de nombreux pays, des niveaux sans précédent de diversité culturelle. Cet accroissement de la diversité génère de nombreux avantages et de multiples richesses, mais il remet en question plusieurs structures et présomptions traditionnelles.

La *Côte d'Ivoire* a décrit les enjeux auxquels elle doit faire face étant donné que 30 p. 100 de sa population est composée d'étrangers. Elle a convenu que la diversité générée par l'immigration constitue une force positive, mais a souligné que les citoyens du pays sont de plus en plus d'avis qu'ils sont « victimes d'une invasion » qui doit être contrôlée. La *Grèce* a parlé de l'urbanisation rapide de sa population et de son inquiétude face à une homogénéisation culturelle. La *Suisse* a souligné la place sans cesse croissante qu'occupe l'anglais dans le pays, au détriment des langues traditionnelles ou historiques.

Question :

Dans votre pays, quelles sont les plus importantes tendances sociales et culturelles en matière de diversité culturelle et de mondialisation, et quels enjeux et possibilités ces changements créent-ils en matière de politiques culturelles?

Rôle changeant du gouvernement

Dans de nombreux pays, on assiste actuellement à un rééquilibrage des rôles et des responsabilités des secteurs public, privé et sans but lucratif (aussi appelé le tiers secteur), ce qui entraîne à la fois des enjeux et des possibilités.

La *Suède* a décrit les efforts qu'elle met de l'avant pour favoriser la collaboration à l'échelle du gouvernement fédéral, tout en continuant de respecter le pouvoir des différentes régions. La *Côte d'Ivoire* a souligné le manque d'infrastructure de base pour le développement social, économique et culturel de ses politiques. La *France* a souligné le besoin de nouer des alliances internationales afin de protéger et de soutenir la diversité culturelle.

Question :

Quelles réserves politiques vous souhaitez formuler en gardant la diversité culturelle dans le contexte de la mondialisation? Comment décririez-vous le rôle changeant du gouvernement de votre pays en matière de politique culturelle?